MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

DISCOURS

DE

Son Excellence Monsieur

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

A LA 69ème SESSION DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

New York, le 25 septembre 2014

Monsieur le Président,

Je me réjouis d'être parmi vous ce jour pour apporter, une fois encore, la contribution de la République Démocratique du Congo au débat sur le présent et l'avenir de l'humanité.

Je m'en réjouis d'autant plus que cette 69ème session ordinaire de l'Assemblée Générale de notre Organisation se tient dans une conjoncture internationale particulièrement délicate, marquée par trois phénomènes qui, si nous n'y prenons garde, vont retarder à coup sûr la réalisation de l'objectif ainsi fixé. Je veux citer le terrorisme, la résurgence en Afrique de la maladie à virus Ebola et les nombreuses atteintes à la paix en divers endroits de la planète.

En dépit des louables efforts déployés aussi bien par les Etats que par les organisations internationales, le terrorisme, une des formes extrêmes de l'intolérance humaine, continue à faire, dans le monde, des victimes aussi nombreuses qu'innocentes.

L'Afrique, jadis épargnée par cette forme de violence aveugle, en est aujourd'hui l'épicentre. Les populations de la Libye, du Mali, du Kenya, de la Somalie, du Nigeria et de tant d'autres pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, sont ainsi régulièrement endeuillées par des attentats, des prises d'otages et des exécutions sommaires.

Y faire collectivement face s'impose à tous les Etats membres de notre Organisation, à la fois comme une obligation morale, et comme la seule stratégie efficace, si nous voulons éradiquer surement et rapidement cette barbarie.

Depuis la dernière session de l'Assemblée Générale, un problème majeur de santé publique perturbe tout autant la marche de l'Afrique vers son développement. Il s'agit des pertes en vies humaines que le virus Ebola inflige à certains pays de l'Afrique subsaharienne soit, en moins de six mois, plus de 2.000 morts, dont une quarantaine dans mon propre pays.

L'Afrique mène un combat héroïque contre ce virus.

Elle mérite d'être soutenue.

Je suis gré à la communauté internationale qui, consciente de ce que, au-delà des populations africaines aujourd'hui touchées, c'est l'humanité toute entière qui est menacée, a témoigné aux pays affectés une solidarité à la fois touchante et efficace.

Je remercie la communauté internationale pour son appréciable appui technique et logistique dans la riposte contre cette épidémie.

Je forme le vœu de voir à l'avenir ce bel exemple de fraternité humaine prendre le pas sur la concurrence aveugle à laquelle nous assistons si souvent, et se manifester avec autant de ferveur dans d'autres secteurs.
Quant à la République Démocratique du Congo, touchée pour la septième fois, elle a non seulement réussi à contenir cette nouvelle épidémie là où elle avait éclaté, dans le territoire de Boende, Province de l'Equateur, mais aussi apporté son concours à la lutte contre l'épidémie en Afrique de l'Ouest.

Et aujourd'hui qu'elle a pratiquement maitrisé la situation sur son territoire, la République Démocratique du Congo est prête à envoyer de nouveau ses experts dans les autres pays affectés.

Je saisis cette occasion pour annoncer, du haut de cette tribune que, forte de son expérience de plus de trente ans dans la gestion des épidémies d'Ebola, la République Démocratique du Congo va mettre en place, dès le mois d'octobre prochain, des centres de formation pluridisciplinaires pour former un personnel de santé à même de répondre, en qualité et en quantité, aux besoins des pays africains qui sont ou seraient à l'avenir touchés par ce type d'épidémie.

Monsieur le Président,

Quant aux guerres qui embrasent diverses parties du monde, notamment le Moyen Orient, l'Ukraine, la Syrie, l'Irak, la Libye et la République Centrafricaine, il y a lieu, d'une part, de rappeler que l'Organisation des Nations Unies a été créée à la suite d'une guerre mondiale, afin de mettre en place des mécanismes capables de prévenir, sinon de gérer des situations qui n'apportent au monde que le deuil et la désolation et, d'autre part, de se demander pourquoi, des décennies après la Conférence de San Francisco, l'humanité parait à ce point incapable de préserver et de garantir la paix.

Conscient qu'en ce domaine, tout apport est le bienvenu, je voudrais réaffirmer l'engagement de la République Démocratique du Congo d'œuvrer sans relâche pour la paix et la stabilité en Afrique et dans le monde. C'est dans cette optique que s'inscrit la présence des contingents congolais de l'armée et de la police en République Centrafricaine.

Monsieur le Président,

La question de la paix est fondamentale ; car, sans la paix, l'humanité ne saura pas réaliser et mettre en œuvre *« un programme transformateur de développement »* comme le veut le thème central de la présente session. Cet objectif ne sera pas non plus atteint tant que le terrorisme n'aura pas été contenu et des épidémies, telles que celle d'Ebola, vaincues.

D'expérience, nous Congolais, savons qu'il n'y a pas de défi qui ne puisse être relevé, pour peu qu'il y ait de la volonté, de la méthode et de la détermination.

Vous savez tous où en était mon pays, il y a à peine treize ans.

Je suis heureux de vous dire ce jour que la République Démocratique du Congo est de nouveau un pays debout.

Un pays où la paix retrouvée se consolide chaque jour davantage.
Un pays dont l'économie est l'une des plus dynamiques du continent, avec un taux d'inflation proche de zéro, un taux de croissance au-dessus de la moyenne africaine depuis près d'une décennie et des réserves de change en constante augmentation.

Un pays en pleine reconstruction où routes, écoles, hôpitaux et infrastructures diverses sont construits en nombre et à un rythme sans précédent.

Sur le plan politique, la consolidation de la démocratie et le renforcement de la cohésion nationale demeurent nos objectifs prioritaires. A ce propos, je réaffirme la tenue prochaine des élections, conformément au calendrier arrêté par l'institution nationale compétente, à savoir la Commission Electorale Nationale Indépendante.

Toutes les dispositions sont prises pour que notre pays en sorte plus apaisé, plus uni et plus fort.

Sur le plan sécuritaire, le dialogue politique, la diplomatie et l'action militaire ont été judicieusement combinées afin de nous rapprocher surement de l'objectif que nous nous sommes fixé d'éradiquer les forces négatives de notre territoire, contribuant ainsi à ramener la paix dans l'Est de notre pays, comme avec les pays limitrophes.

En vue de consolider cette paix et d'améliorer les conditions sociales de nos populations, nous travaillons à l'amélioration du climat des affaires afin de stimuler les investissements, de favoriser une plus grande création de valeur ajoutée locale, et de créer davantage d'emplois.

Monsieur le Président,

Comme on peut s'en rendre compte, mon pays a résolument mis le cap sur la reconstruction, le développement, et l'émergence, avec pour ambition la victoire sur la pauvreté, l'injustice et les inégalités sociales.

La tâche est certes ardue et il y a encore du chemin à parcourir pour atteindre l'objectif ultime.

Mais, c'est avec enthousiasme et abnégation que le peuple congolais s'acquitte de cette tâche, déterminé, comme jamais, à rendre irréversible cette marche vers le progrès, et à propulser le pays à un niveau de développement à la mesure de ses potentialités.

Pour y parvenir, il nous faut à tout prix préserver la stabilité.

C'est donc à cette stabilité que nous allons dorénavant consacrer la primeur de nos efforts. Et nous comptons sur l'accompagnement de nos partenaires dans la priorisation de tout ce qui pourrait y concourir.

Monsieur le Président,

Avant de clore mon propos, permettez-moi de rappeler le plaidoyer récurrent de la République Démocratique du Congo pour une juste représentation de l'Afrique dans les organes de prise de décisions des Nations Unies, particulièrement au sein du Conseil de Sécurité.

Il n'est pas normal, en effet, que l'Afrique, continent auquel appartiennent six des dix économies les plus dynamiques du monde aujourd'hui, dont le taux de croissance et la jeunesse de la population augurent d'un statut de puissance démographique et qui, de par ses forêts, ses réserves d'eau douce et ses terres arables est incontournable dans la mise en œuvre des stratégies de développement durable, ne dispose pas de sièges permanents au sein de l'Organe de notre organisation chargé de veiller sur la paix et la sécurité internationales.

Il est temps, plus que temps, que cela change.

C'est une question de justice.

C'est aussi la condition de notre efficacité collective.

Monsieur le Président,

Je vous remercie de votre aimable attention.